

**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0A1/ Noyau 0A1**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Linguistic Services Division / Division des services linguistiques

PSBID, PWGSC / DIASP,TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

10C1/Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> TRANSLATION - STANDING OFFERS		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 5P004-100154/B		<b>Date</b> 2012-12-10
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 5P004-100154		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>File No. - N° de dossier</b> 519zf.5P004-100154	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$ZF-519-25130		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2012-11-27
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-12-20</b>		<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Souleiman, Mohamed		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 519zf
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-8348 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

**Cette modification a pour but de répondre aux questions posées pour la demande d'offres à commandes numéro 5P004-100154/B, comme suit:**

### **Question 1**

Une très grande partie de nos employés sont embauchés principalement en mode de télétravail et ils communiquent les uns avec les autres à de nombreuses reprises chaque jour (courriels, téléphone, skype). Vous précisez au point 7. Locaux que "Tous les travaux doivent être effectués dans les locaux de l'entrepreneur." Nous vous prions de modifier le critère pour accepter les modalités de télétravail des offrants qui donnent des résultats aussi bons que si tous les employés travaillaient sous un même toit.

### **Réponse**

Pas de problème avec le mode de télétravail. Toutefois, les traducteurs et réviseurs assignés à Parcs Canada devront demeurer les mêmes.

### **Question 2**

Est-ce qu'un offrant peut soumissionner pour un seul champ de travail, par exemple, seulement les services de traduction pour le niveau 1?

### **Réponse**

Non, un offrant ne peut pas soumissionner pour un seul champ de travail.

### **Question 3**

- a. Quelles sont les raisons pour exiger que les entreprises aient traduit un minimum de 1,300,000 chaque année depuis 2003, limitant ainsi le nombre d'entreprises qui voudraient participer au processus concurrentiel pour ce marché.
- b. Pourquoi avez-vous mis en place un processus de demande de mise en marché comme celui-ci qui ne fait pas en sorte d'éliminer du processus de sélection et d'évaluation tout obstacle qui a pour conséquence de restreindre la participation de fournisseurs qualifiés?
- c. N'est-ce pas là contraire à la direction que prend le gouvernement fédéral en cette matière?
- d. Pourquoi avez-vous choisi de ne pas encourager la concurrence et n'avez-vous pas choisi de donner à toutes les entreprises qui ont les compétences requises une possibilité égale de faire une proposition?
- e. N'est-ce pas l'objectif des marchés publics du gouvernement du Canada de permettre l'acquisition de biens et de services d'une manière qui contribue à accroître l'accès, la concurrence et l'équité, qui soit la plus rentable ou, le cas échéant, la plus conforme aux intérêts de l'État et du peuple canadien?

N'est-ce pas une exigence de la politique du gouvernement du Canada en matière de marchés publics :

- f. Que ceux-ci soient organisés de façon prudente et intègre, qu'ils résistent à l'examen du public au chapitre de la prudence et de l'intégrité, qu'ils facilitent l'accès, encouragent la concurrence et constituent une dépense équitable de fonds publics?

- g. Que les descriptions de travaux ou cahiers des charges doivent être formulés par rapport à des résultats précis ou à des critères de performance qui favorisent et facilitent le recours au processus concurrentiel?
- h. Qu'on doit donner, dans la mesure du possible, à toutes les entreprises et à tous les particuliers une possibilité égale de faire des propositions, pourvu qu'ils aient les compétences techniques, financières et administratives requises pour exécuter les obligations contractuelles et pour répondre, le cas échéant, aux objectifs fixés?

Ce ne sont là que quelques principes de la politique du gouvernement en matière de marchés publics qui ne semblent pas être respectés dans la demande de proposition en question. En y incluant un critère aussi restrictif et excessif que celui mentionné ci-dessus, vous éliminez du processus concurrentiel des entreprises qualifiées qui ont au fil des ans fourni des services de traduction de haute qualité au même client auquel cette demande de proposition s'adresse.

## Réponses

### Réponse à la question a)

En résumé, l'Agence Parcs Canada a un besoin de services de traduction, d'édition et de mise à jour, de l'anglais vers le français et du français vers l'anglais. L'objectif est de mettre en place jusqu'à quatre (4) offres à commandes individuelles et nationales pluriannuelles pour répondre aux besoins de traduction, d'édition et de mise à jour de l'Agence.

À l'annexe A - Énoncé des travaux, point 3 - Portée et besoins fonctionnels (Page 37), il est stipulé que le nombre de transactions liées à des services de traduction d'un bout à l'autre du pays pour Parcs Canada se chiffre à plus de 3000 transactions par année, ce qui représente plus de 8 millions de mots traduits chaque année.

Donc :

8 000 000 de mots par année à diviser entre quatre offres à commande équivaut à 2 000 000 de mots à traduire par année et par offre à commandes. Nous avons réduit cette exigence à 1 500 000, soit 1 300 000 mots de l'anglais vers le français et 200 000 mots du français vers l'anglais par année et par offre à commande puisqu'environ 80 % des traductions se font de l'anglais au français et le reste, du français vers l'anglais.

Si l'on poursuit ce raisonnement :

1 500 000 mots par année représentent pour une offre à commande : 125 000 mots par mois et donc 4 167 mots par jour.

### Réponse aux questions b), c), d), e), f), g) et h)

Le document d'offres à commandes et ses critères techniques ont été mis en place pour répondre à une demande d'un besoin opérationnel précis de l'Agence Parcs Canada tout en s'assurant un processus ouvert, équitable et transparent.

### Question 4

Pourriez-vous préciser le sens de l'expression " à l'interne " à la section 1.2 des critères techniques, page 20. Entend-on par "traducteur à l'interne" un employé de l'offrant, ou peut-il également s'agir d'un sous-traitant travaillant dans les bureaux de l'offrant?

---

**Réponse**

Idéalement, il serait préférable que les traducteurs et réviseurs, en sous-traitance ou non, travaillent dans les bureaux de l'offrant. Mais nous avons accepté d'être flexibles sur cette exigence et de permettre également que les sous-traitants soient en situation de télétravail à condition que les traducteurs et réviseurs assignés à Parcs Canada demeurent les mêmes.

**Question 5**

En vertu de l'article 4.1 de l'annexe A - Énoncé des Travaux, pouvez-vous confirmer que tous les travaux, y compris ceux qui ne nécessitent pas d'attestation de sécurité de la part des traducteurs de l'offrant, doivent être effectués dans les bureaux de l'offrant?

**Réponse**

Idéalement, il serait préférable que les traducteurs et réviseurs, en sous traitance ou non, travaillent dans les bureaux de l'offrant. Mais nous avons accepté d'être flexibles sur cette exigence et de permettre également que les sous-traitants soient en situation de télétravail à condition que les traducteurs et réviseurs assignés à Parcs Canada demeurent les mêmes et que les documents sur lesquels ils travaillent hors des bureaux de l'offrant ne nécessitent pas une attestation de sécurité.

**Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés**